

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

J. MEUVRET

Les mouvements des prix de 1661 à 1715 et leurs répercussions

Journal de la société statistique de Paris, tome 85 (1944), p. 109-119

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1944__85__109_0

© Société de statistique de Paris, 1944, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

V

LES MOUVEMENTS DES PRIX DE 1661 A 1715 ⁽¹⁾ ET LEURS RÉPERCUSSIONS

Étudier les mouvements des prix de 1661 à 1715 peut paraître un paradoxe ou une hérésie. Nul n'est censé ignorer aujourd'hui que l'histoire économique, depuis le début des temps modernes, se partage en périodes de longue durée, de hausse ou de baisse. Une communication faite ici même, il y a un an, par notre collègue M. Vène, nous dispensera d'insister sur ce point. Au xvi^e siècle et durant le premier quart, sinon la première moitié du xvii^e, s'étend une de ces hausses, la plus forte dont des témoignages incontestables soient parvenus jusqu'à nous. Du premier tiers du xviii^e siècle à la Révolution française

(1) Communication présentée à la Société de Statistique le 16 février 1944.

et même très au delà, jusque vers 1818, nouvelle période de hausse qui, pour notre pays, est bien connue grâce à l'étude approfondie que lui a consacrée M. Labrousse. Entre les deux, s'étend un laps de temps de cent à cent dix ans sur lequel nous sommes beaucoup moins bien renseignés. Le seul fait que ce laps de temps est encadré entre deux fortes hausses, entre deux périodes de type A, si on adopte la terminologie de Simiand, permet de le qualifier comme un palier sinon comme une période de stagnation ou de baisse, c'est-à-dire comme une période de type B. Au demeurant, son point de départ chronologique reste difficile à fixer.

Si, par suite, nous nous plaçons exclusivement à ce point de vue, devenu déjà traditionnel, les dates de 1661 et de 1715 n'auraient pas grand sens et il faudrait faire remonter notre recherche environ aux années 1620 et la faire descendre jusque vers 1740. Cependant une première observation s'impose. Pour incontestable que soit, dans l'ensemble, la tendance de certains prix à la baisse au cours de la période ainsi définie, c'est une baisse d'assez faible pente. On s'en rendra compte si on veut bien, sortant du cadre français, consulter les données statistiques fournies par d'autres pays, seule méthode pour n'être pas victime de l'erreur d'optique produite par des prix extrêmes dus à certains épisodes momentanés des guerres de religion et pour éviter de prendre à la lettre la baisse excessive que paraît entraîner le calcul des équivalents argent au début du XVIII^e siècle. D'ailleurs on peut voir là une loi générale caractéristique des périodes B : la baisse y est toujours beaucoup moins forte que la hausse qui précède ou qui suit.

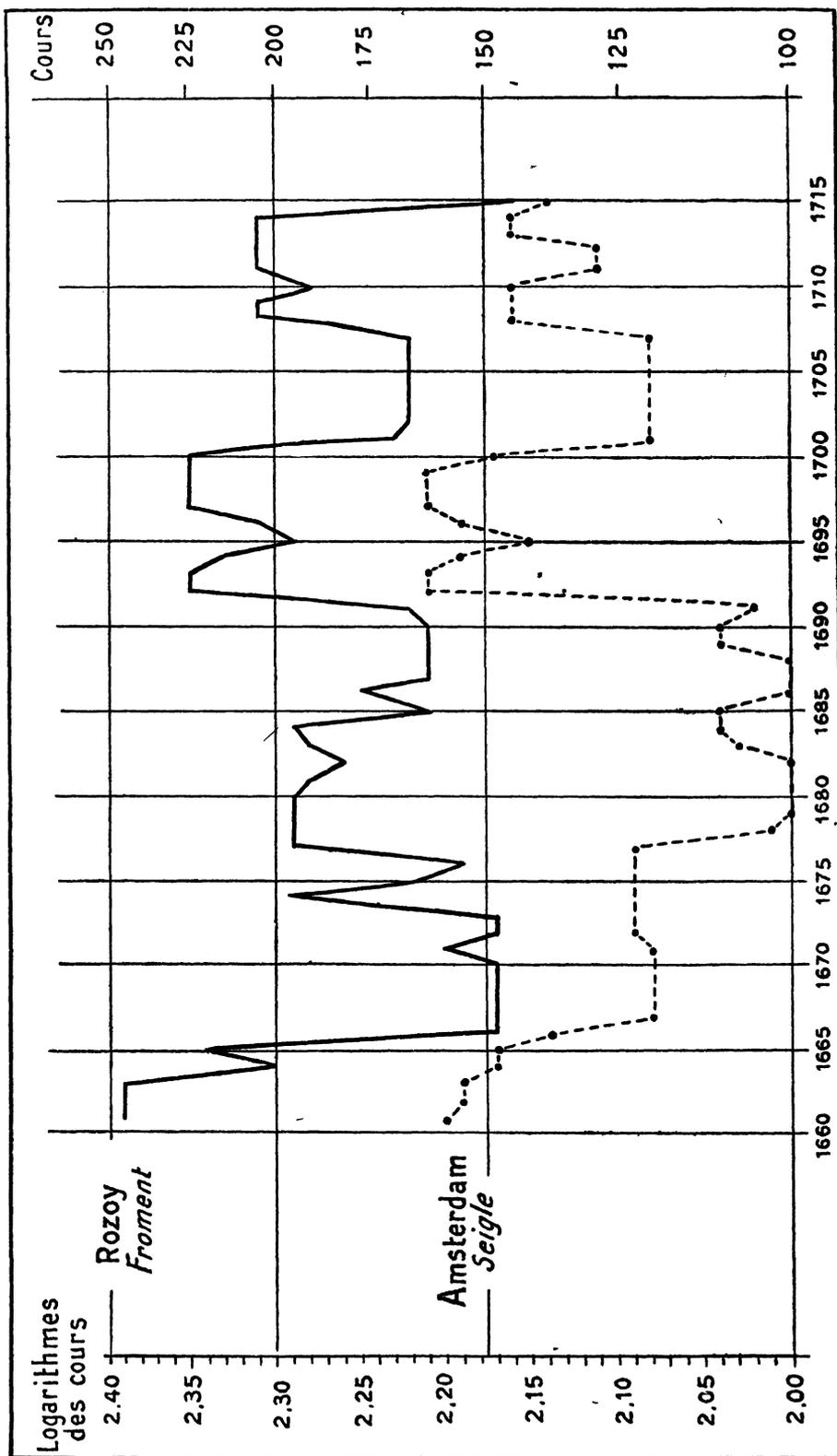
Or, ce fait est de grande conséquence. Il pose tout d'abord un problème technique. La méthode habituellement employée pour dégager la tendance générale du mouvement des prix en éliminant les accidents annuels ou les influences de courte durée qui peuvent en rendre le discernement malaisé, est celle des moyennes mobiles. De nombreux statisticiens en ont usé pour l'époque contemporaine avec succès et M. Labrousse l'a rendue familière aux historiens. On ne doit pourtant pas se dissimuler qu'elle présente, pour le cas qui nous occupe et, sans doute, pour d'autres cas analogues, d'assez graves inconvénients. Si nous avons affaire à une période de hausse, ladite hausse étant assez forte, l'atténuation des écarts par la méthode de la moyenne suffirait, sans doute à dégager la tendance séculaire ou interdécennale. Mais nous avons affaire à une baisse de faible pente. D'autre part, parmi les données les plus sûres et les plus continues, les prix des céréales figurent au tout premier rang. Or, les écarts de ceux-ci en temps de famine, voire de simple disette, atteignent des proportions telles que si nous les faisons intervenir dans un calcul, il sera bien difficile qu'ils ne faussent pas le résultat. Mais ces écarts n'auront pas seulement comme incidence de rendre incertaine l'amplitude et peut-être même douteux le sens du mouvement de longue durée. Ils risquent d'en fausser la chronologie en provoquant des décalages plus ou moins considérables. Imaginons que, suivant l'exemple, de Sir William Beveridge, nous calculions une moyenne mobile de trente et un ans à partir des données fournies par des mercuriales de grains. Les prix records de 1693 interviendront dans le calcul de la moyenne qui sera affectée à l'année 1678, ceux de 1709 dans le calcul de la moyenne de 1694. La substitution de médianes mobiles aux moyennes est de nature à atténuer cet inconvénient. On élimine ainsi radicalement l'influence des écarts extrêmes. On rend ainsi comparables les mouvements de longue durée de différentes catégories de prix qui n'ont pas des écarts annuels de même ordre de grandeur : des prix de céréales et des prix d'épices comme le poivre, ou bien de matières premières comme le plomb ou la chaux. On ne résout pourtant pas le problème du décalage chronologique.

Ce décalage chronologique peut être dû, en effet, non seulement à l'anticipation ou à la survivance illégitime d'accidents passés ou futurs de caractère violent et momentané, mais il peut être dû également à l'intervention prématurée ou désuète de périodes de hauts prix ou de bas prix qui sont étrangères, en réalité, à l'époque pour l'appréciation de laquelle on leur emprunte des chiffres.

Un fait très grave à cet égard et qui me semble être passé, jusqu'ici, totalement inaperçu du moins dans notre pays, est l'influence exercée sur les calculs du type traditionnel par les mutations monétaires. Il faudrait des développements que ce bref exposé ne peut comporter pour discuter l'opération élémentaire qui consiste à multiplier un prix nominal en livres tournois par un coefficient qui le traduit en son équivalent argent. Obtient-on ainsi un prix de nature plus comparable aux prix internationaux des pays à monnaie stable? Postulat contestable, auquel nous devons, par exemple l'apparence d'une baisse beaucoup plus nette des prix du froment en France qu'en Angleterre au début du XVIII^e siècle, baisse qui pourrait bien être en partie illusoire. Mais, même en admettant ce postulat, qui ne voit les inconvénients de mêler les prix d'une période de dévaluation avec ceux d'une période de stabilité monétaire? Contre des défauts de ce genre, la médiane ne nous préserve pas.

Ainsi se trouve justifié le procédé employé ici et dont vous apercevez les résultats dans les deux premiers tableaux (fig. 1 et 2). On a calculé toutes les médianes mobiles de sept ans. Puis, parmi les sept médianes dans le calcul desquelles la valeur d'une année était partie intégrante, on a noté la médiane maxima et la médiane minima. Si la valeur de l'année était comprise entre la médiane maxima et la médiane minima, elle a été conservée. Si elle était supérieure, on lui a substitué la médiane maxima; si elle était inférieure, la médiane minima. La même opération a été répétée sur les chiffres ainsi obtenus, en prenant cette fois des moyennes mobiles de dix ans. Elle équivalait à choisir parmi les moyennes

Graphique 1. — Céréales (mouvements de longue durée de 1661 à 1715).



ou les médianes mobiles constituées avec les valeurs chronologiquement voisines d'une valeur donnée, celle qui s'en écarte le moins. C'est ce choix, ou si l'on veut, cette option qui est l'essentiel du système. Grâce à lui, nous sommes sûrs qu'aucun décalage chronologique n'est possible. Bien des modalités d'application sont concevables. Ce n'est que d'une manière empirique, en fonctions du problème particulier que nous envisageons, et à titre provisoire, que nous nous sommes arrêtés à celle-ci.

Plutôt qu'à des indices, nous avons appliqué ce procédé à des séries particulières de prix dont la continuité et l'homogénéité nous étaient garanties par l'unicité de la source. Mais remarquons qu'il est permis, sans inconvénient, de comparer de telles séries à des indices établis avec le soin désirable si on fait préalablement subir aux uns et aux autres des transformations du type proposé.

Dans le premier tableau (fig. 1), voici le prix du froment à Rozoy-en-Brie et le prix du seigle à Amsterdam pour l'ensemble de la période 1661-1715, rapportés à une même échelle logarithmique, compte tenu des différences de mesure et des changements survenus en France, à partir de 1689, dans la valeur du marc d'argent. Dans le second tableau (fig. 2) sont données trois courbes dont l'incontestable corrélation est d'autant plus significative que leurs origines sont assez diverses : d'une part (en haut) le chiffre des soldes créditeurs à la Banque d'Amsterdam, divisé par le nombre des déposants, ce qui nous donne le montant moyen par tête de déposant; en dessous, étroitement enlacés, les prix du poivre à Wurtzbourg et, sous le titre « Amiraute », un indice de trois produits stockés par l'amiraute britannique; la poix, le goudron et l'huile de baleine. Ces trois dernières courbes sont superposées à des niveaux choisis arbitrairement pour la clarté du graphique; mais elles sont tracées à l'échelle logarithmique déjà employée, ce qui rend la comparaison possible, non seulement entre elles, mais avec les courbes de céréales.

Un fait incontestable ressort de l'examen de toutes ces courbes. Il y a un mouvement international des prix, mais ce mouvement, plutôt que par une baisse séculaire assez faible, voire problématique, s'affirme par des hausses et des baisses qu'on peut qualifier d'inter-décennales puisque leur durée dépasse la limite traditionnelle de dix ans, mais qui, en tous cas, se distinguent nettement aussi bien de la période B, plus longue, dans laquelle elles sont englobées que des mouvements de plus courte durée. Ces derniers, dont l'amplitude est réduite sur nos graphiques, y apparaissent pourtant lorsque leur durée dépasse trois années ou lorsque leur amplitude reste inférieure à celle du mouvement de longue durée, mais la concordance entre eux, lorsque on passe d'une catégorie de prix à une autre, est loin d'être régulière. On ne s'en étonnera pas si on songe que M. Labrousse qui, sous le nom de « mouvements cycliques » leur a fait une large place, a découvert une influence dépressive exercée par les hausses de courtes durées des prix des céréales sur un certain nombre d'autres produits. S'il y a corrélation, elle serait donc négative.

Au contraire, c'est une corrélation positive incontestable entre des prix de nature différente que nous mettons ici en lumière. De 1661 à 1684, baisse, aussi bien du froment que du seigle, aussi bien des produits stockés par l'Amiraute que du prix du poivre, que des indices bancaires. De 1684 à 1692, avec des variantes chronologiques qui méritent d'être notées et que le procédé des options permet de noter, points de départ multiples d'une hausse forte et brutale qui porte tous les prix à un palier de prix élevés destinés à se prolonger pendant vingt ans et plus. Il est vrai qu'au delà de 1700, les prix des céréales ne se maintiennent pas au niveau antérieur, du moins en France et jusqu'à un certain point à Amsterdam. Mais ils sont loin de redescendre au niveau des années quatre-vingt. On peut dire que dans l'ensemble se dessinent deux périodes nettes : de 1661 à 1684 d'une part et de 1692 à 1715 d'autre part, avec des années charnières de 1685 à 1691.

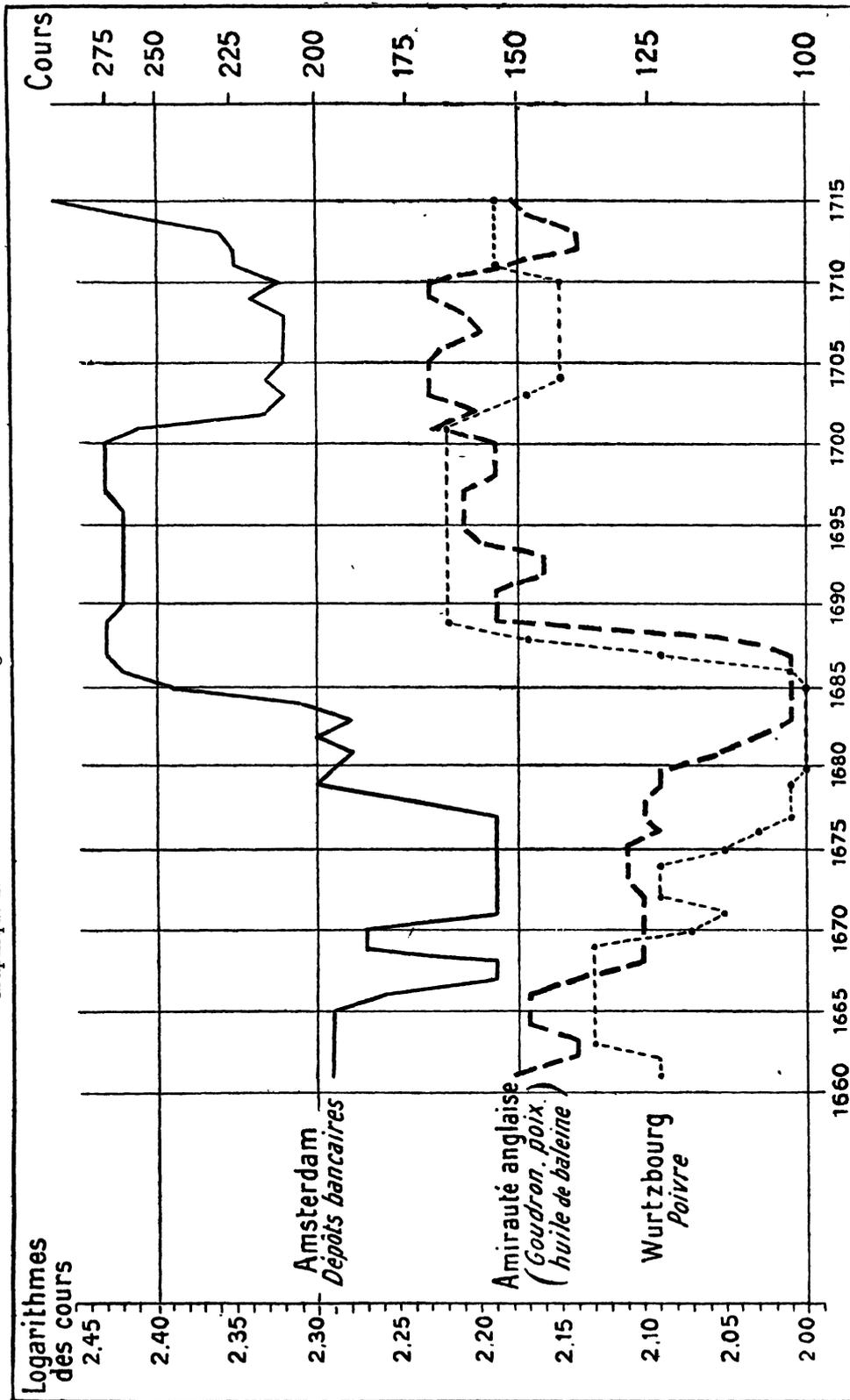
Est-ce simple hasard si ces périodes coïncident avec des périodes politiques de type classique? Qu'il y ait deux parties dans le règne personnel de Louis XIV, c'est là une banalité qu'on s'excuse de rappeler. Cependant, d'un point de vue plus large, on a pu écrire un gros ouvrage sur la crise de la conscience européenne qui prélude au XVIII^e siècle et faire partir cette crise des années quatre-vingt.

A toutes les époques, il y a un certain nombre de phénomènes d'ordre politique dont on ne peut nier l'influence sur la vie économique. Comment n'être pas frappé de la coïncidence des dates? 1685, c'est l'année où le montant des dépôts à la Banque d'Amsterdam fait un bond subit, annonciateur de la conjoncture nouvelle, mais c'est aussi l'année de la révocation de l'Édit de Nantes avec tous les exodes de capitaux qu'elle implique. 1688, ce sont les stocks de l'Amiraute qui suivent le mouvement, mais c'est la veille de la guerre de la Ligue d'Augsbourg. La fin de 1689 voit, avec une première mutation de la valeur nominale du marc d'argent, s'ouvrir une nouvelle période d'instabilité monétaire dans l'histoire de notre pays. En face de la coalition des « puissances maritimes » disposant de ressources financières relativement considérables et d'un crédit bancaire solidement assis, la France s'adapte tant bien que mal à une situation difficile et soutiendra deux guerres longues et coûteuses par une inflation, modérée à ses débuts, mais qui ira croissant.

* * *

Le mouvement général des prix tel que nous venons d'en fixer les traits est un aspect incontestable de la réalité économique et sociale. Prenons garde pourtant au fait qu'il est

Graphique 2. — Mouvements de longue durée de 1661 à 1715.



loin de la traduire tout entière. Il nous faut tenir ici le plus grand compte des lacunes de notre documentation. Dénrées alimentaires d'une part, épices, marchandises et indices caractéristiques de l'activité internationale de l'autre, sur ces points nos informations sont assez sûres et en relative abondance, mais il n'en va pas de même dans d'autres domaines. L'établissement de séries de prix pour les produits industriels et l'étude du mouvement des salaires présentent des difficultés qui tiennent à la nature des choses et sur lesquelles il convient d'attirer l'attention.

Est-ce à dire que tous les textes sont muets sur ces deux derniers points? Assurément non. Il suffit d'ouvrir un minutier notarial pour y trouver des inventaires où figurent les objets les plus divers avec, en regard de chacun d'eux, un prix. Malheureusement nous ne sommes jamais sûrs que ces objets sont bien comparables en dimensions et en qualité à d'autres qui figurent dans d'autres inventaires. Cette difficulté essentielle subsiste à l'époque contemporaine et elle est bien connue des statisticiens; mais elle va s'aggravant à mesure qu'on remonte dans le passé. Dans les cas très rares où des comptabilités détaillées et sûres nous permettent de constituer des séries à peu près homogènes, nous devons nous garder d'attribuer aux chiffres recueillis une valeur représentative qu'ils n'ont pas.

Cela dit et ces réserves faites, une impression se dégage néanmoins, même d'un nombre très limité d'exemples prudemment choisis. Cette impression, nous la traduirons par le terme de « rigidité » qui signifie ici résistance à la baisse aussi bien qu'à la hausse. Résistance à la hausse : alors que nous voyons, de 1684 à 1692, les principales denrées hausser d'une manière durable de 40 à 60 %, des matières premières comme la chaux ne sont affectées dans le même temps que d'une hausse de 30 à 45 % et c'est à peine si celle-ci atteint 15 % sur des produits finis comme les étoffes vendues par la Compagnie des Indes. Mais résistance également à la baisse : rien de comparable aux fortes dépressions des prix comme celles que nous venons de constater de 1661 à 1684. Ce dernier fait mérite d'être mis tout particulièrement en lumière. Il nous paraît administrer la preuve qu'on ne peut attribuer la divergence d'allure entre prix des produits industriels et prix des denrées à une action continue du progrès technique dans le sens de la baisse, action si visible au XIX^e siècle. Nous ne songeons pas à nier totalement cette action au XVII^e, mais à l'époque où nous nous plaçons il importe d'en circonscrire étroitement le domaine.

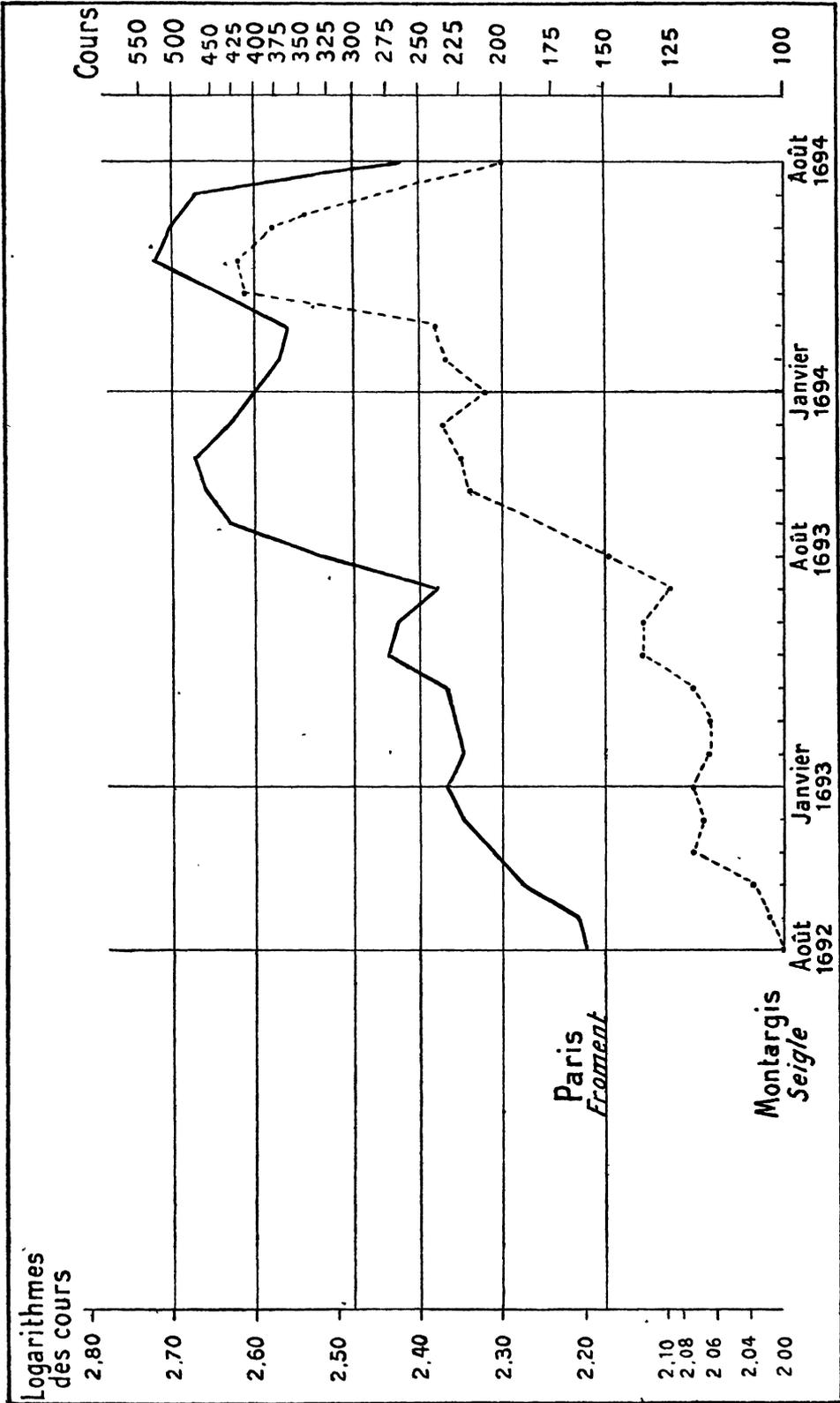
En ce qui concerne le salaire, la journée de travail, surtout si c'est celle d'un manoeuvre, peut sembler fournir la base homogène dont nous avons besoin. Aussi bien a-t-on constitué des séries de salaires. On en trouvera un certain nombre dans les publications qui ont vu le jour sous le patronage du « Comité international pour l'histoire des prix ».

Nous dirions volontiers de ces séries que leur lecture est à la fois décevante et instructive. Nous parlons de rigidité, il faudrait maintenant parler d'immobilité. Il arrive que vingt, parfois trente ans de suite, le même prix soit répété sans le moindre changement, de telle sorte que les courbes des salaires, si nous les tracions, se ramèneraient à une série de lignes horizontales. Constatation décevante mais constatation instructive. Il y aurait quelque naveteté à en conclure que les revenus des classes populaires aient eu une telle fixité. Tout d'abord, combien de jours travaillait-on? Le savetier que le fabuliste oppose au financier se plaint de l'abus des fêtes chômées, mais bien des ouvriers ne manquaient pas de loisirs mêmes aux jours ouvrables. Combien de temps ceux qu'on appelait « gagnes deniers », « journaliers », « brassiers », « manouvriers » étaient-ils effectivement employés? A supposer qu'on puisse jamais résoudre cette difficulté préalable, resterait le fait fondamental : la rétribution en argent n'était presque jamais qu'un appoint. Appoint à des rétributions en nature, dont la nourriture n'est qu'un des multiples aspects, mais appoint aussi à d'autres activités, ne fût-ce que la culture d'un lopin de terre. Et ce que nous disons du salaire manouvrier s'applique à l'artisan plus souvent façonnier que marchand. Pour une aune de toile écoulée par un tisserand à prix d'argent, combien faut-il en compter fabriquées en contre-partie de denrées ou de services dont il est bien difficile de chiffrer la valeur en unités monétaires?

Ainsi apparaît la coexistence de deux mondes économiques à la même époque et dans le même pays. Ces deux mondes vivent pour ainsi dire superposés dans un isolement relatif : l'un, dont on peut jusqu'à un certain point chiffrer l'activité et évaluer les revenus, repose déjà sur un système d'échanges complexes et pratique déjà la comptabilité financière. A celui-ci appartient le négoce des grandes villes et spécialement celui des grands ports de mer. L'autre englobe non seulement la vie rurale au sens le plus large du mot, mais toute l'activité artisanale en quoi se résume la plus grande partie de la vie industrielle. Pour ce dernier, l'idéal médiéval de l'immutabilité des valeurs non seulement sociales mais économiques demeure la règle. Une sorte d'autarcie villageoise lui permet de ne suivre que de très loin les mouvements des prix.

Et pourtant cette rigidité des prix artisanaux, cette quasi immobilité du salaire manouvrier n'en sont pas moins des faits gros de conséquences. Le peu d'argent que procure aux uns l'activité commerciale payante, aux autres leur salaire d'appoint pourrait être considéré comme un superflu dans une vie où l'argent n'est pas nécessaire à la subsistance quotidienne. C'est, en réalité, une marge de sécurité pour les périodes difficiles : celle où il faut acheter du chanvre ou de la laine pour alimenter le métier, du grain pour semer sinon pour manger.

Graphique 3. — Céréales (août 1692 à août 1694).



La période de baisse si accentuée qui s'étend de 1661 à 1684 correspond grosso modo à ce qu'on peut appeler le ministère de Colbert. Il serait tentant d'expliquer par là certains des traits de l'économie française à cette époque. Que ceux qu'on appelait les « décimateurs », tant laïques qu'ecclésiastiques, que d'une manière générale, seigneurs et propriétaires fonciers, aient souffert directement ou indirectement de la mévente des denrées, nulle surprise. M^{me} de Sévigné se plaint du manque d'argent alors qu'on regorge de blé. Que les fermiers, chargés du recouvrement des nombreuses taxes qui frappaient la circulation des marchandises, aient connu des moins-values par suite du ralentissement d'un trafic que n'animait plus l'espoir de gros bénéfices, cela est bien certain, et que le trésor royal ait subi le contre-coup de ces moins-values, c'est également sûr. La situation de l'industrie est plus difficile à apprécier. Les entreprises nouvelles travaillaient surtout pour l'État ou pour la classe dirigeante, fabriquant du luxe ou du demi luxe. Rien d'étonnant qu'elles aient vu se restreindre des débouchés qui auraient été vraisemblablement plus abondants, toutes choses égales d'ailleurs, à la fin du xvi^e et au début du xvii^e siècle. L'hésitation des capitaux à s'investir dans les entreprises, le faible goût de l'initiative, tout ce qui a ralenti ou enrayé l'élan commercial et manufacturier que Colbert essaya d'imprimer à notre pays, sont peut être des faits corrélatifs de la dépression provoquée par la baisse des prix.

Mais il est bien difficile de juger de l'incidence qu'a pu avoir cette baisse sur la vie de la grande masse de la population tant urbaine que rurale. Pour un laboureur qui se plaignait du manque à gagner sur le prix du blé, combien de manouvriers ou d'artisans qui se réjouissaient de le payer moins cher lorsqu'occasionnellement ils avaient à l'acheter? Par là était peut-être compensé le chômage partiel qui pouvait résulter d'une moindre commande venant des classes aisées. Si, par moments, on voit se dessiner et comme se préfigurer, dès cette époque, la misère de la fin du siècle, c'est à des disettes partielles et à des hausses momentanées, comme en 1679, qu'il faut en attribuer la genèse bien plutôt qu'au ralentissement des affaires.

Il n'y a pas une parfaite symétrie entre les effets de la hausse après 1690 et les effets de la baisse que nous venons d'évoquer. Il s'agit d'ailleurs moins d'une hausse continue que d'une période de hauts prix dont le plafond est très vite atteint. En France, l'activité économique est dominée par la guerre : l'argent qui circule passe en grande partie par les caisses des munitionnaires. Cependant, si le roi s'appauvrit, la situation des décimateurs et celle des grands propriétaires fonciers s'affermirait plutôt. On voit déjà apparaître, ça et là, une concentration des domaines et une emprise seigneuriale qui annonce celle du xviii^e siècle. Par contre, la misère populaire est un fait certain. Là hausse des denrées coïncide d'ailleurs avec une crise manufacturière et commerciale. Hausse d'assez longue durée pour user les réserves de budgets modestes, pour amener l'aliénation des patrimoines des petites gens, hausse qui devient catastrophique lorsque s'y ajoutent les écarts extrêmes de prix des années de famine.

* * *

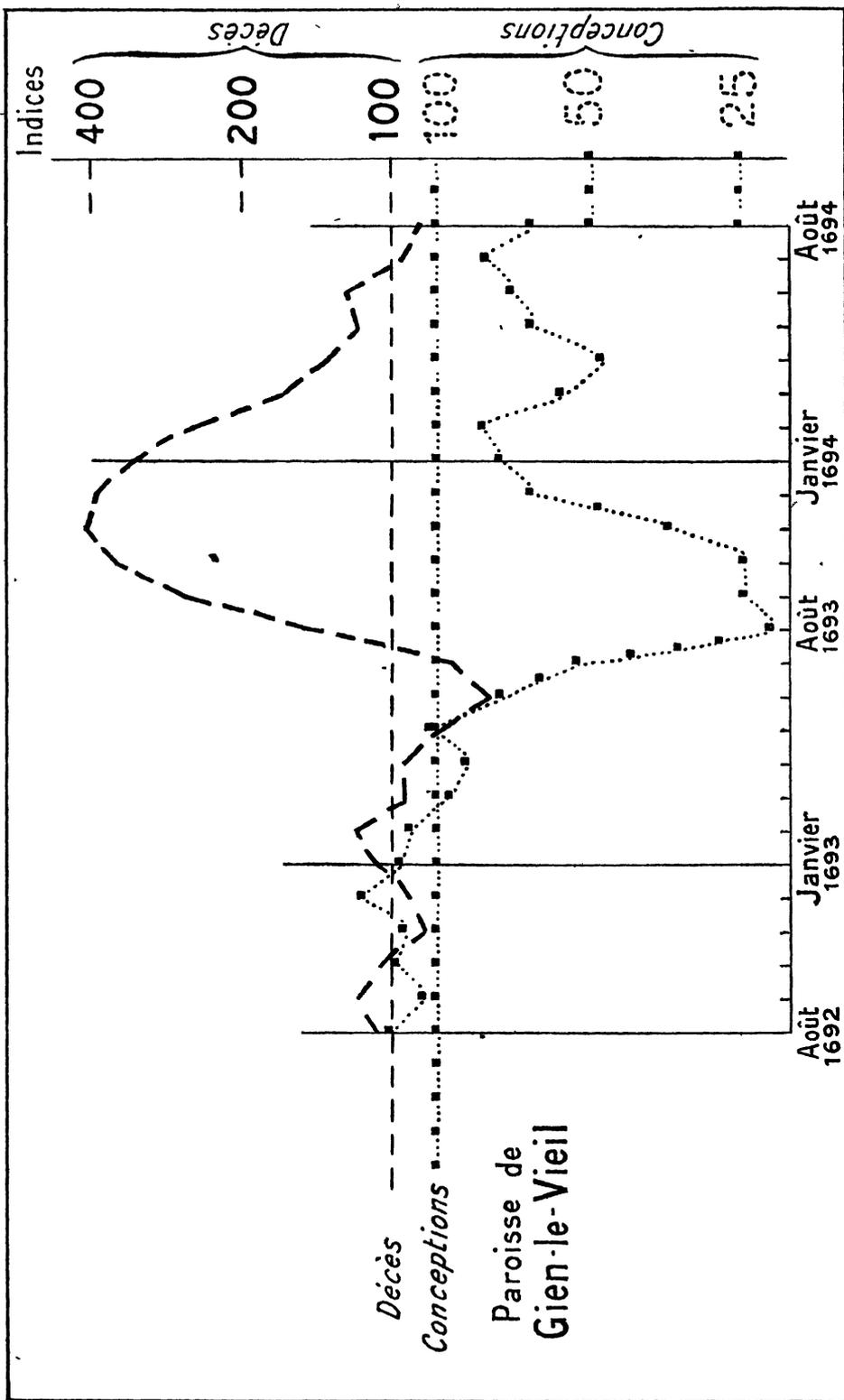
Pour l'historien, des écarts, même momentanés, peuvent apparaître comme cause efficiente au même degré que les phénomènes qui se prolongent. Les prix des céréales méritent à cet égard une mention particulière si l'on songe qu'après avoir doublé, il arrivait qu'on les vît tripler, et parfois quadrupler. Si dans les années ordinaires, l'artisan, le manouvrier et le paysan pauvre ne subissaient qu'indirectement, d'une manière épisodique et qui n'avait de gravité que par sa répétition, le contre-coup du mouvement des prix, il n'en allait pas de même lors de ces années exceptionnelles. La vie des uns et des autres, lorsqu'il fallait alors acheter au marché, était suspendue à l'existence d'une épargne monétaire toujours faible, parfois nulle.

Pour se rendre un compte exact de ce qui pouvait se passer dans de telles circonstances, il nous faudrait pouvoir pénétrer plus avant dans la connaissance des céréales qui étaient à la base de la consommation populaire : seigle, orge, maïs, sarrasin, millet, vesce, sans compter les pois et les châtaignes. Mais c'est, là encore, un aspect qui échappe à la statistique. La céréale pauvre ne fait son apparition dans les mercuriales que là précisément où elle cesse de jouer son rôle purement local et familial pour entrer dans le cycle d'un commerce au moins régional. Ainsi les courbes tracées ici ne doivent pas faire illusion. Le seigle, à Amsterdam, est une marchandise internationale appartenant au grand commerce. Rien de surprenant à ce qu'il suive la conjoncture au point qu'on pourrait superposer la courbe représentative de son prix à celle du poivre. Déjà les prix du froment sur le marché de Rozoy-en-Brie manifestent plus d'indépendance. Mais, nous sommes aux portes de Paris et le froment, céréale riche, céréale d'exportation, reste en corrélation étroite avec le mouvement général des prix.

La vie populaire n'est que très indirectement touchée par tout cela. Du moins en temps normal, car il en va tout autrement aux jours de disette. Lorsqu'il survient une mauvaise récolte, tout change d'aspect.

On a ici deux exemples : l'un du mécanisme de la hausse, l'autre de ses conséquences immédiates durant les années de récolte 1692-1693 et 1693-1694. De l'été 1692 à la fin du printemps 1693, les prix du froment à Paris subissent une hausse de 60 %. Durant le même

Graphique 4. — Conceptions et décès d'août 1692 à août 1694 (moyennes mobiles de trois mois; 100 = moyenne des années de 1690 à 1692).



Paroisse de
Gien-le-Vieil

temps, la courbe du seigle à Montargis, dont l'écart au point de départ à celle du froment parisien est de 75 %, ne hausse que de 40 %, ce qui porte l'écart entre les deux courbes à 100 %. Peut-on dire qu'à ce moment les consommateurs de seigle en Gâtinais aient moins souffert de la disette que les consommateurs de froment parisiens? Conclusion qui serait certainement erronée. Tout au contraire, on peut voir, dans le retard relatif de la hausse du seigle, la preuve qu'un palier est atteint : la plupart des acheteurs ne peuvent pas le dépasser. A Montargis, la mention « néant » qui se trouve à plusieurs dates sur la mercoriale, nous avertit qu'il ne s'en vend plus qu'un très petit nombre de boisseaux lorsqu'il n'en manque pas totalement. Aussi est-ce dans un pays déjà épuisé depuis plusieurs mois que se place la hausse de juillet à octobre 1693. La hausse n'est pas terminée pour les marchands, mais le moment critique est déjà atteint pour la masse des consommateurs. La hausse du printemps 1694, qui amène le prix du seigle à Montargis à un niveau tout proche de celui du froment à Paris, permet de mesurer rétrospectivement l'intensité de la disette des grains, mais celle-ci est bien antérieure.

L'influence de ces hausses brutales de prix sur la démographie est évidente. Elle se traduit par une augmentation des décès et simultanément par une baisse des conceptions, c'est-à-dire des naissances décalées de neuf mois qui n'est pas moins significative. On en voit ici un exemple, celui de Gien-le-Vieil durant cette même période d'août 1692 à août 1694. Si on prend, comme bases respectives, les moyennes des deux années précédentes, on peut constater une baisse des conceptions à 25 % de leur valeur normale, baisse qui se produit d'août à octobre 1693, cependant que la mortalité quadruple en novembre et décembre. Notons que le premier phénomène, tant en raison de la brusquerie de son apparition que de son ordre de grandeur, ne peut s'expliquer que très partiellement par l'augmentation du nombre des décès des mères en cours de grossesse.

C'est certainement à des crises de ce genre que la population de la France a dû longtemps son caractère stationnaire en dépit d'une forte natalité. On remarquera d'ailleurs que la mortalité par famine à la différence de celle qui est provoquée par les guerres, n'atteint pas spécialement les éléments reproducteurs : elle laisse intacte la vitalité future. Lorsqu'au cours du XVIII^e siècle les famines disparaîtront, la « révolution démographique » sera possible.

* *

Dois-je en terminant m'excuser de vous avoir entretenus d'un passé qui est loin de nous, plus peut-être par la différence des mœurs et des institutions que par le décompte des années? Cependant les problèmes que nous avons évoqués ne sont peut être pas sans analogie avec certaines préoccupations d'hier et de demain. Pour comprendre l'économie du Japon, celle de la Chine ou de l'Inde contemporaines, ne faudrait-il pas nous placer au contact entre deux civilisations différentes, celle des niveaux de vie américains ou européens et celle des niveaux de vie d'Extrême Orient? Pour éclaircir ces problèmes, la statistique peut beaucoup, mais à condition de situer les données numériques dans le milieu moral et social qui seul permet de les interpréter. Mais c'est là une leçon que le passé nous donne à chaque instant.

J. MEUVRET.

DISCUSSION

M. LEPRINCE-RINGUET. — Les graphiques établis par M. Meuvret présentent d'impressionnantes analogies malgré la diversité des produits auxquels ils s'appliquent; mais je demanderai au conférencier de bien préciser de quelle manière il a fait jouer les éléments qui lui ont servi de bases, maxima et minima ou moyennes étalées sur une certaine période et choisi l'étendue des périodes de référence.

M. MEUVRET donne les explications demandées, d'où il résulte que les périodes de référence ont été choisies en vue des résultats à mettre en évidence.

M. LEPRINCE-RINGUET. — Il y a dans la méthode employée par M. Meuvret une idée intéressante, encore que cette méthode offre un caractère subjectif.

Il ne me paraît pas étonnant que les cours relevés dans une petite ville ne suivent pas les mouvements des marchandises d'importation ou d'exportation à une époque surtout où les moyens de communication étaient peu développés, tandis que maintenant les prix sont généralement directement influencés par les marchés mondiaux.

M. MEUVRET fait remarquer que la méthode employée ne comporte pas plus d'hypothèses arbitraires que la méthode des moyennes mobiles habituellement en usage dans cet ordre de problèmes : ses résultats paraissent devoir bénéficier d'une confiance au moins égale.

M. Marcel RIEUL-PAISANT voudrait connaître la consommation respective du froment et du seigle en France à l'époque où le conférencier a établi son graphique. Il demande si les écarts de hausse entre le froment et le seigle sont une preuve que le prix des céréales pauvres n'a augmenté surtout qu'au moment où, devant la carence du froment, les riches se sont mis à acheter du seigle.

M. RIEUL-PAISANT demande par la suite quels sont les mouvements des prix des autres marchandises, car il pense que les matières premières doivent être moins sensibles aux variations de prix que les céréales dans une période comme celle qu'a étudiée M. Meuvret.

En réponse à ces questions, M. MEUVRET déclare qu'il sera toujours d'autant plus difficile de procéder à des évaluations rigoureuses de la consommation des différentes céréales qu'il y aurait lieu de tenir compte de celle du méteil, mélange en des proportions mal définies et extrêmement variables de froment et de seigle. Mais il est certain que le pain blanc était une sorte de marchandise de luxe à peu près exclusivement réservée aux habitants aisés des principales villes. Quant au décalage remarqué durant l'été 1693 entre la hausse du seigle et celle du froment, il n'est significatif que parce que nous savons par ailleurs qu'il s'est très peu vendu de seigle : si celui-ci a subi momentanément une moindre hausse ce n'est donc pas en raison d'une abondance relative sur le marché. Par ailleurs, la montée tardive de son prix en 1694 à un niveau qui atteint presque celui du froment parisien prouve que les stocks n'en étaient pas très abondants. La disette de seigle était donc réelle et sa moindre hausse révèle simplement les limites du pouvoir d'achat de la grande masse des consommateurs.

M. MEUVRET rappelle qu'il a indiqué nettement dans sa communication que les prix des matières premières manifestaient par rapport aux prix des principales denrées une rigidité certaine quoique moindre que celle des produits fabriqués. On remarquera que la chaux donnée comme exemple est un des produits qui réagit le plus au mouvement général des prix. Cependant l'amplitude de son mouvement est moindre que celle des produits caractéristiques de la conjoncture internationale.

M. André VÈNE n'a pas été surpris du nombre et de la richesse des aperçus nouveaux apportés par M. Meuvret, spécialiste dont la rare compétence en histoire économique est souvent mise à contribution par ceux qui s'intéressent aux recherches statistiques sur le xvii^e et le xviii^e siècles. Il posera deux questions. M. Meuvret a-t-il observé en France, comme cela a été fait en Espagne, une influence des épidémies sur le taux des salaires? A-t-il trouvé dans des événements locaux une explication à l'écart exceptionnel que les chiffres publiés par M. Hauser font apparaître pour la période 1590-1600 entre les prix de Paris et ceux de la plupart des villes de province?

En ce qui concerne la première question posée par M. Vène, M. MEUVRET répond que le seul fait certain et d'ailleurs tout à fait frappant qui se dégage des séries publiées jusqu'à ce jour pour la France, l'Allemagne et l'Angleterre est la quasi immobilité des salaires évalués en monnaie de compte. En ce qui concerne les prix des céréales de 1590 à 1600, les moyennes décennales de Paris et de Grenoble sont fortement influencées par les prix excessifs des années 1591, 1592 et 1593. C'est la période où les troupes de Henri IV opèrent dans les régions agricoles qui avoisinent la capitale et font subir à Paris une sorte de blocus. De même en Dauphiné, après le siège de Grenoble par Lesdiguières à la fin de 1590, le Grésivaudan est ravagé en 1591 par les troupes savoyardes.
